



EVALUATION DU SCOT DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE MAYENNE

Service Urbanisme

Décembre 2016

Table des matières

1. L'évolution du contexte réglementaire et territoriale et de la CCPM depuis 2008....	4
2. L'évaluation de la gouvernance et du suivi du Scot.....	10
3. L'évaluation des prescriptions du DOG par chapitres.....	11
4. Synthèse du bilan.....	46
5. Conclusion de l'évaluation.....	48

Préambule

Les Schémas de Cohérence Territoriale (SCoT) ont remplacé les schémas directeurs, en application de la loi « Solidarité et Renouvellement Urbains » (SRU) du 13 décembre 2000.

Le SCoT est l'outil de conception et de mise en œuvre d'une **planification stratégique intercommunale, à l'échelle d'un large bassin de vie ou d'une aire urbaine**, dans le cadre d'un projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

Le SCoT est destiné à servir de **cadre de référence pour les différentes politiques sectorielles**, notamment celles centrées sur les questions d'organisation de l'espace et d'urbanisme, d'habitat, de mobilité, d'aménagement commercial, d'environnement.... Il en assure la cohérence, tout comme il assure la cohérence des documents sectoriels intercommunaux : plans locaux d'urbanisme intercommunaux (PLUi), programmes locaux de l'habitat (PLH), plans de déplacements urbains (PDU), et des PLU ou des cartes communales établis au niveau communal.

Le SCoT doit respecter les **principes du développement durable** : principe d'équilibre entre le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, le développement de l'espace rural et la préservation des espaces naturels et des paysages ; principe de diversité des fonctions urbaines et de mixité sociale ; principe de respect de l'environnement.

La Communauté de Communes du Pays de Mayenne (CCPM), située au nord du département de la Mayenne, était composée en 2018 de 19 communes sur 349 km². (Voir Annexe 1 : *Situation Géographique de la CCPM*)

Le SCOT de la Communauté de Communes du Pays de Mayenne (CCPM) a été prescrit le 2 juillet 2001, son périmètre arrêté par le préfet le 13 mars 2002 et approuvé le 8 janvier 2008.

L'avenir du SCOT de la CCPM a été posé au regard :

- des contraintes réglementaires et des obligations législatives (ENE, ALUR...).
- des contraintes spatiales (locales), pour prendre en compte l'évolution de périmètre de la CCPM avec l'intégration, en 2014, de la commune de Saint Georges Buttavent, puis de la fusion, au 1^{er} janvier 2016, avec la Communauté de Communes du Horps Lassay (CCHL).

Avec l'élargissement du périmètre à l'ex CCHL, le Scot de la CCPM a été mis en révision en février 2016 (*Délibération du 25 février 2016 « Prescription de la Révision du schéma de Cohérence Territoriale à l'échelle du Pays de Mayenne, extension à l'échelle de Mayenne Communauté et définition des modalités de concertation »*).

La CCPM ayant approuvé un Scot en janvier 2008 (avant la loi Grenelle qui préconise une évaluation dans un délai de 6 ans), l'évaluation de sa mise en œuvre doit être réalisée dans un délai de 10 ans. L'échéance pour délibérer sur les suites à donner, après l'évaluation, est le **13 janvier 2017**.

Dans un premier temps, il sera exposé les évolutions réglementaires en termes d'urbanisme ainsi que les évolutions territoriales et démographiques de la CCPM depuis 2008.

Puis, il sera présenté pour chacun des 9 chapitres du Document d'Orientation Générales (DOG), les prescriptions et les résultats (les indicateurs de suivi sont annexés au rapport) .

Depuis la loi Grenelle, le DOG a été re nommé le : « Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) ».

1. L'ÉVOLUTION DU CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE ET TERRITORIALE ET DE LA CCPM DEPUIS 2008

En termes de planification, la situation de la CCPM s'est complexifiée du fait des récentes évolutions, d'une part, du code de l'urbanisme, et d'autre part, du contexte politique local.

Cette première partie abordera :

- le contexte réglementaire : les nouvelles lois relatives à l'urbanisme et l'évolution des documents d'urbanisme des communes de la CCPM (2008 – 2016)
- l'élargissement du périmètre de la CCPM
- la réflexion non concrétisée d'un scot à l'échelle du Pays de Haute Mayenne

1.1. LE CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE

1.1.1. Les nouvelles lois relatives à l'urbanisme

Les lois portant Engagement National pour l'Environnement de juillet 2010 (dite Loi Grenelle II) et ALUR de mars 2014 ont remanié de façon importante le code de l'urbanisme .

La loi Grenelle introduit dans les documents d'urbanisme des notions de développement durable à prendre en compte et incite très fortement à ce que le territoire national soit couvert par des Scot avec l'interdiction d'ouverture de zones à l'urbanisation pour les communes non couvertes par un Scot. Les nouveaux points à prendre en compte sont :

- priorité à la gestion économe de l'espace : le rapport de présentation devra comprendre une **analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix années** précédant l'approbation du schéma et justifier les objectifs chiffrés de limitation de cette consommation,
- élargissement du champ couvert par le SCoT à de **nouveaux domaines** : développement des communications électroniques (aménagement numérique), préservation et remise en bon état des continuités écologiques

(trames vertes et bleues), réduction des émissions de gaz à effet de serre et maîtrise de l'énergie...

- priorité à la **densification**, avec la possibilité de fixer des normes minimales de densité s'imposant aux règles du PLU,
- possibilité de donner la priorité au respect des **performances énergétiques et environnementales renforcées**, pour l'ouverture de nouvelles zones à l'urbanisation dans des secteurs définis,
- **prise en compte** des schémas régionaux de cohérence écologique (**SRCE**) et plans climat-énergie territoriaux (**PCET**)

Quant à la loi Alur, elle renforce le rôle intégrateur du Scot, la compétence « PLU » au niveau de l'EPCI ainsi que le principe d'urbanisation limitée en l'absence de Scot.

1.1.2. L'évolution des documents d'urbanisme des communes (2008 – 2016)

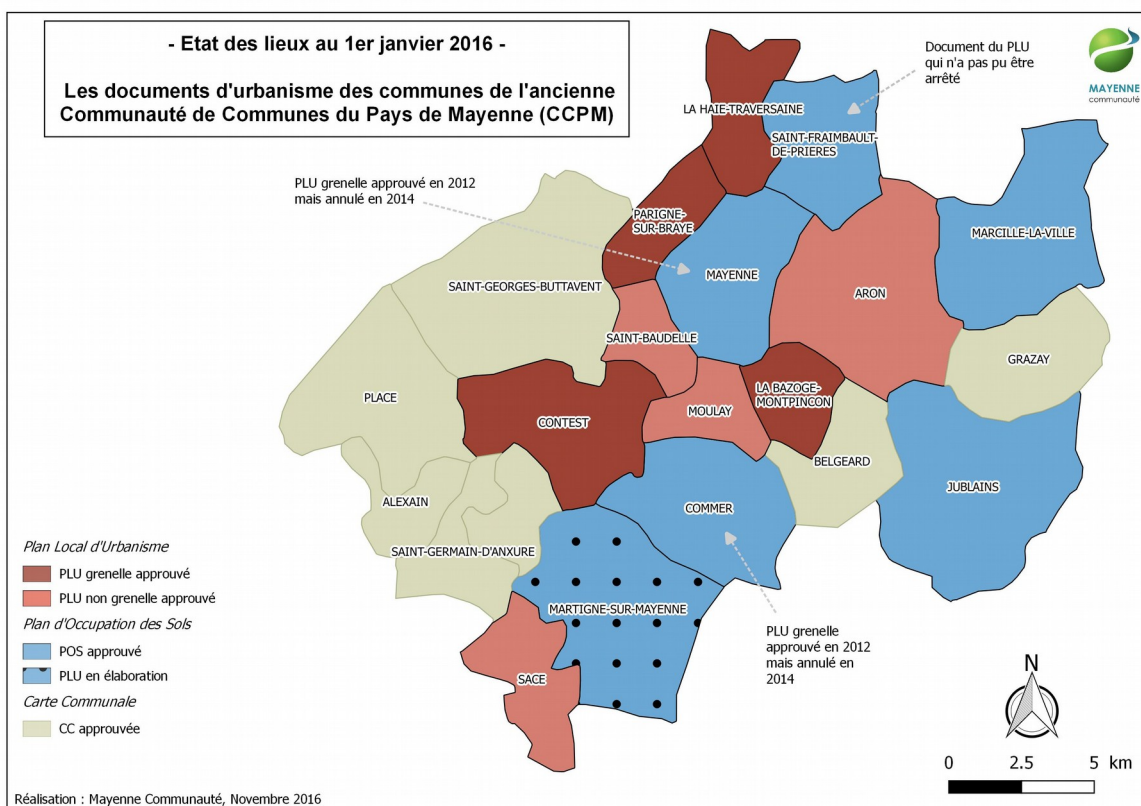
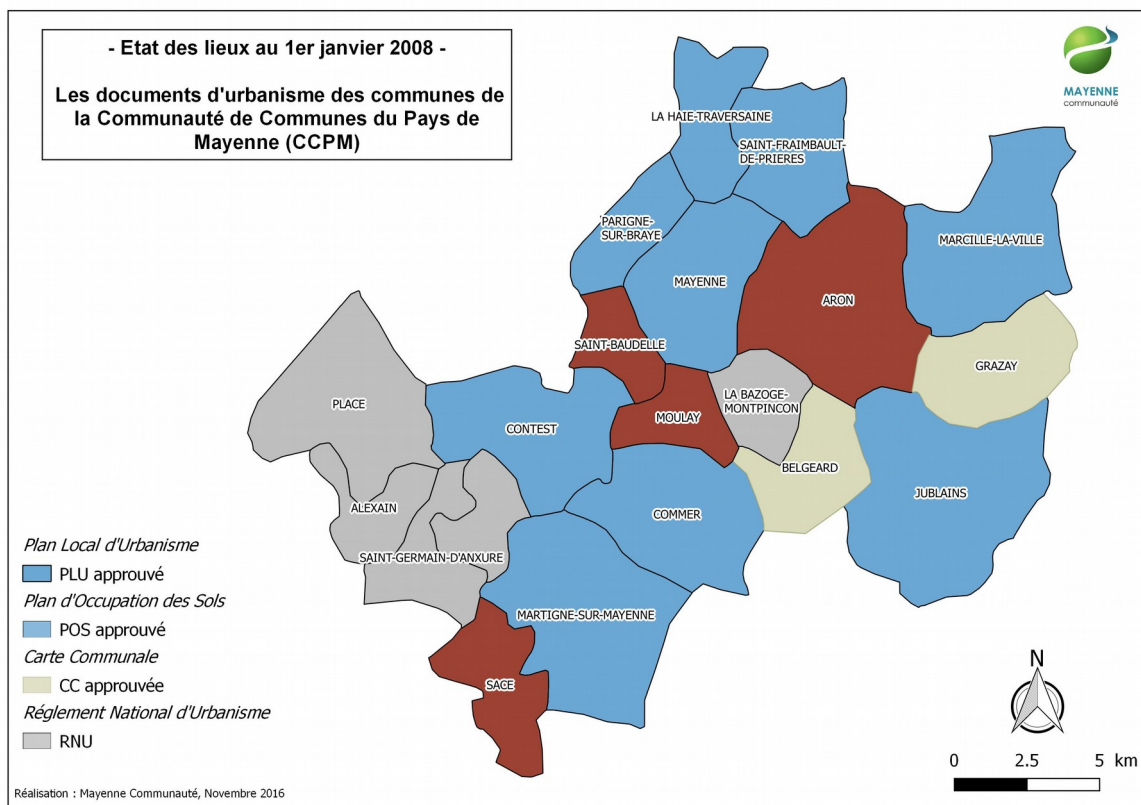
En 2008, la majorité des communes étaient en POS (9 sur 19) et 4 n'avaient aucun document d'urbanisme.

En 2016, toutes les communes sont couvertes par un document d'urbanisme et la majorité des communes sont en PLU.

13 communes sont concernées par des Plu : 4 sont en Plu, 4 en Plu Grenelle, 2 ont approuvé un Plu Grenelle mais qui a été annulé. Par ailleurs, 1 est en cours d'élaboration de son Plu, 1 autre a travaillé sur un projet mais le bureau d'études n'a pas eu les moyens de le mener jusqu'à la phase arrêt et sa mission a été interrompue.

Suite à la création de MC, une délibération a été prise le 14 janvier 2016 pour fusionner à l'échelle de MC, les 2 procédures de prescriptions d'un PLUI engagées par les ex CCPM et CCHL en décembre 2015. Son élaboration est en cours et son approbation est prévue pour décembre 2019.

	2008	2016
RNU	ALEXAIN, SAINT GERMAIN D'ANXURE, LA BAZOGE MONTPINCON, PLACE	
Cartes communales	GRAZAY, BELGEARD	ALEXAIN, SAINT GERMAIN D'ANXURE, PLACE, GRAZAY, BELGEARD
POS	ST FRAIMBAULT, JUBLAINS, MARCILLE, MARTIGNE, CONTEST, LA HAIE TRAVERSAINE, COMMER, MAYENNE, PARIGNE	ST FRAIMBAULT, JUBLAINS, MARCILLE
PLU en élaboration		MARTIGNE
PLU Grenelle, approuvé puis annulé (avec un retour au POS)		MAYENNE, COMMER
PLU	ARON, MOULAY, SACE, SAINT BAUELLE	ARON, MOULAY, SACE, SAINT BAUELLE
PLU Grenelle		LA BAZOGE MONTPINCON, CONTEST, LA HAIE TRAVERSAINE, PARIGNE



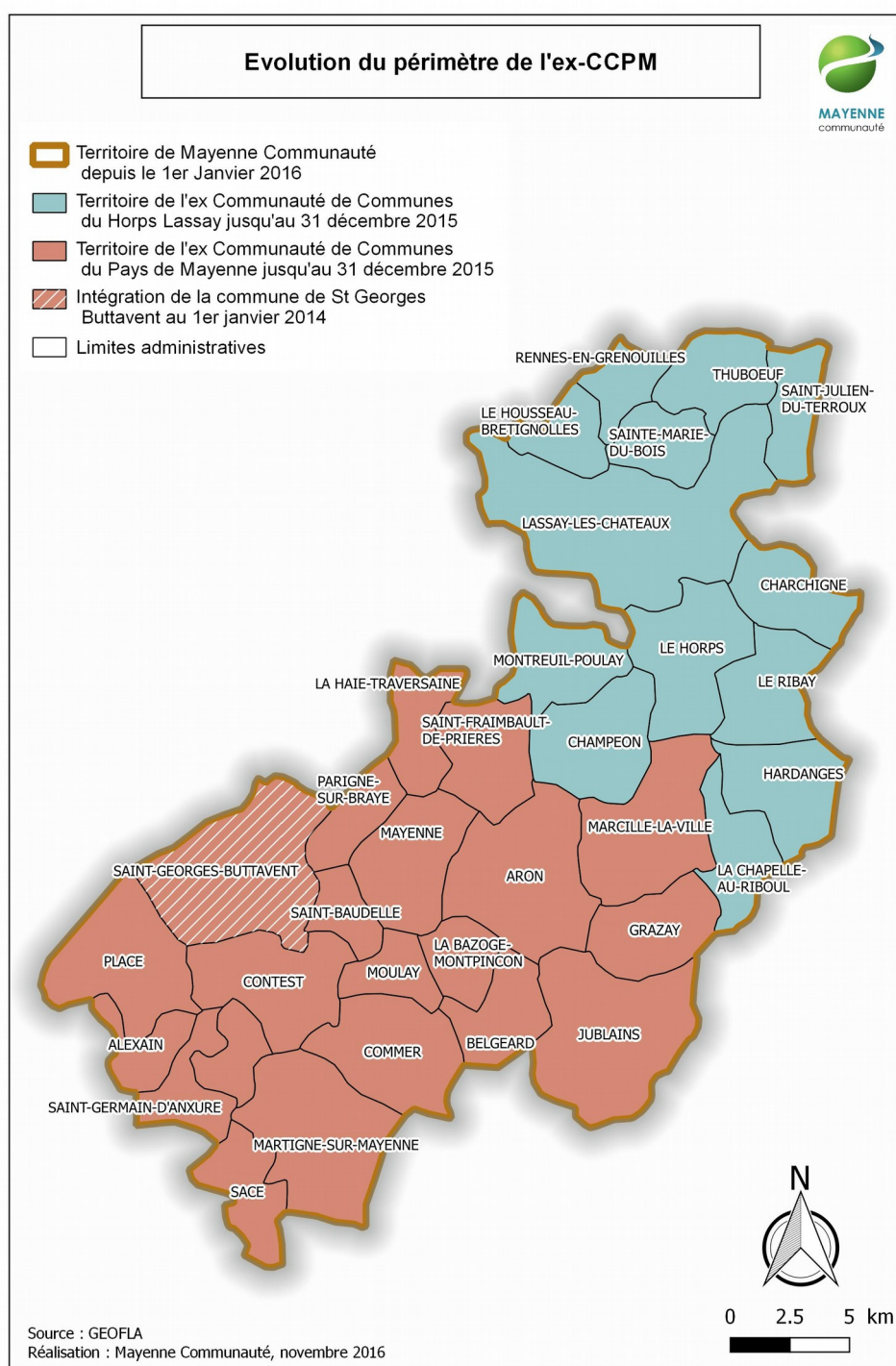
1.2. L'ÉLARGISSEMENT DU PÉRIMÈTRE DE LA CCPM

Dans le cadre du Schéma Départemental de Coopération Intercommunale, la commune de St Georges Buttavent a intégré la CCPM au 1^{er} janvier 2014.

De plus, la CCPM a fusionné avec la Communauté de Communes du Horps Lassay (CCHL) au 1^{er} janvier 2016, créant ainsi une nouvelle Communauté de Communes : MAYENNE COMMUNAUTE.

Le territoire est donc passé depuis 2008, de :

- 349 à 622 km²
- 19 à 33 communes
- 28 503 à 36 538 habitants



1.3. LA RÉFLEXION NON CONCRÉTISÉE D'UN SCOT À L'ÉCHELLE DU PAYS DE HAUTE MAYENNE

En 2000, un Groupement d'Intérêt Public d'Aménagement du territoire (GIP AT), « le Pays de Haute Mayenne », outil de coopération entre les EPCI du Nord Mayenne, a été créé. Il réunit en son sein les 6 communautés de communes de Haute Mayenne : l'Ernée, le Bocage Mayennais, les Avaloirs et Villaines et CCPM et la CCHL, assorties d'un Conseil de développement qui représente la participation de la société civile. Depuis le Schéma Départemental de Coopération Intercommunale a conduit à des regroupements :

- les CC de Villaines et des Avaloirs ont créé la CC du Mont des avaloirs
- les CC du Pays de Mayenne et du Horps Lassay ont créé Mayenne Communauté



En 2014, le Pays de Haute Mayenne a mené des investigations pour l'élaboration d'un Scot à l'échelle des 4 EPCI du nord du département, mais aucun accord n'a pu aboutir, certains des EPCI ayant engagé sur leur territoire leur propre Scot. Puis, en 2015, il a été décidé de mettre fin à l'existence du GIP à l'échéance de septembre 2017.

Concernant les 2 autres EPCI contigus, le syndicat de Laval et de Loiron a approuvé un scot en 2014 et la CC du Pays des Coëvrons est en cours d'élaboration (le périmètre du scot a été arrêté en 2012).

MC n'a donc pas d'autres choix que de se doter d'un Scot qui sera à la même échelle que son territoire (voir en Annexe 2 : La carte des Scot du département de la Mayenne).

2. L'ÉVALUATION DE LA GOUVERNANCE ET DU SUIVI DU SCOT

Le Scot a été approuvé en janvier 2008.

Une chargée de mission a été embauchée en septembre 2009 pour mettre en compatibilité les documents d'urbanisme de la CCPM avec le Scot , celle-ci devant être faite dans les 3 ans après l'approbation du Scot).

L'existence du SCOT a permis, aux moments où les communes se sont lancées dans l'élaboration de leurs documents d'urbanisme :

- de promouvoir, des notions telles que le Développement Durable avant l'application des Lois Grenelle
- de faire accepter la prescription de densité.

Le SCOT a également permis :

- d'initier, de justifier la mise en place d'un plan bocager et d'un inventaire zones humides.
- d'engager une réflexion sur le transport collectif à l'échelle intercommunale

Cependant, il s'avère qu'il est relativement peu connu des communes (les élus prennent souvent connaissance de son existence lors de l'élaboration de leur document d'urbanisme) et, également, peu pris en compte par les services de MC .

Ce déficit peut trouver deux explications :

- le SCOT a été approuvé début 2008 à quelques mois d'une échéance électorale qui a connu un renouvellement important d'élus. Malgré une présentation faite par Codra, en décembre 2009, il a été parfois complexe de réinvestir les nouveaux élus sur un document élaboré précédemment.
- le service urbanisme mutualisé et les élus ont sans doute sous estimé le besoin important de communication qu'il aurait été nécessaire de faire auprès des communes tant au niveau de l'intérêt de ce SCOT que du rappel des prescriptions à l'occasion des réalisations de documents d'urbanisme ou de réalisations d'équipements ou d'aménagements. Excepté l'information faites aux nouveaux élus, il n'y a pas eu d'autres temps d'informations spécifiques sur les enjeux et les prescriptions du Scot.

De plus, les indicateurs mentionnés dans le SCOT n'ont pas été suffisamment suivis en continu, ce qui rend d'autant plus difficile la mesure des écarts entre les prescriptions et les réalisations. Les indicateurs sont nombreux (au moins une centaine) et pour certains difficiles d'accès, ce qui a rendu d'autant plus compliqué leur suivi régulier.

Après la révision du SCOT, il faudra veiller pour sa mise en œuvre et suivi, à 2 points essentiels :

1. la **mise en place d'une gouvernance** afin d' informer, communiquer, rendre compte régulièrement auprès de la Commission Aménagement, des Maires et des services de MC pour ne pas « oublier » le scot, et poursuivre sur la dynamique lancée lors de la révision.
2. le **suiti régulier de sa mise en œuvre. Pour** cela, il semble nécessaire, d'une part, de définir une vingtaine d'indicateurs prioritaires et faciles d'accès,

et d'autre part, de se donner les moyens d'une évaluation qualitative auprès des services, élus voire des habitants.

3. L'ÉVALUATION DES PRESCRIPTIONS DU DOG PAR CHAPITRES

Après avoir vu l'évolution du taux de croissance démographique de la CCPM, il sera évalué les prescriptions définies pour chacun des chapitres :

Chapitre I : Les orientations générales de l'organisation de l'espace et de la restructuration des espaces urbanisés

Chapitre II : Les espaces et sites naturels ou urbains à protéger

Chapitre III : les grands équilibres entre espaces urbains et à urbaniser et les espaces naturels, agricoles et forestiers

Chapitre IV : Les objectifs relatifs à la protection des paysages et à la mise en valeur des entrées de ville

Chapitre V : Les objectifs relatifs à la prévention des risques

Chapitre VI : Les objectifs relatifs à l'équilibre social de l'habitat et à la construction de logements sociaux

Chapitre VII : Les objectifs relatifs à l'équipement commercial et artisanal, aux localisations préférentielles des commerces et aux autres activités économiques

Chapitre VIII : Les objectifs relatifs à la cohérence entre l'urbanisation et la création de dessertes en transports collectifs

Chapitre IX : Les grands projets d'équipements et de services nécessaires à la mise en œuvre du schéma

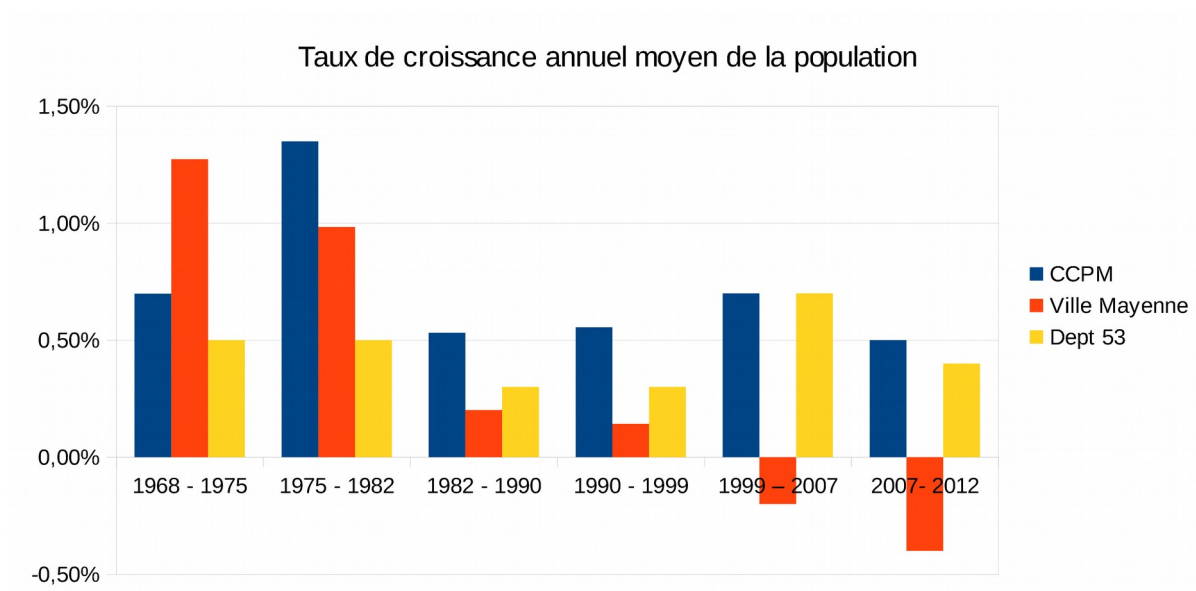
3.1. EVOLUTION DU TAUX DE CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE

Entre **2007 et 2012**, la population de la CCPM a augmenté au **rythme moyen annuel de 0.5%** (ce taux était de 0.6% entre 1990-1999, puis 0,7 % de 1999 à 2007), passant de **28 090 à 28 754 habitants**. Ce taux de croissance est légèrement supérieur à celui du département (0.4%), mais nettement inférieur à celui de la région des pays de la Loire (0,8%) .

Par contre, la **ville de Mayenne est marquée par une forte baisse de son taux de croissance annuel moyen** : il est resté positif jusqu'en 1999, puis est devenu négatif sur la période 1999 - 2007(- 0,2%) et continue à baisser sur 2007- 2012 (- 0,4%).

	Taux de croissance annuel moyen de la population					
	1968 - 1975	1975 - 1982	1982 - 1990	1990 - 1999	1999 - 2007	2007 - 2012
CCPM	0,70%	1,35%	0,53%	0,55%	0,70%	0,50%
Ville Mayenne	1,27%	0,98%	0,20%	0,14%	-0,20%	-0,40%
Dept 53	0,50%	0,50%	0,30%	0,30%	0,70%	0,40%

Source : DREAL Pays de la Loire / Indicateurs Habitat / RP INSEE



La croissance démographique est davantage due au solde naturel qu'au solde migratoire.

Au niveau de la **CCPM**, après une baisse régulière **du taux de croissance annuel moyen dû au solde naturel** (de 0,8% entre 1968 -1975 à 0,4 % entre 1990-1999), il est constaté un **maintien à 0,5 %** sur les 2 dernières périodes de 1999-2007 et 2007 - 2012. Le département enregistre également cette tendance.

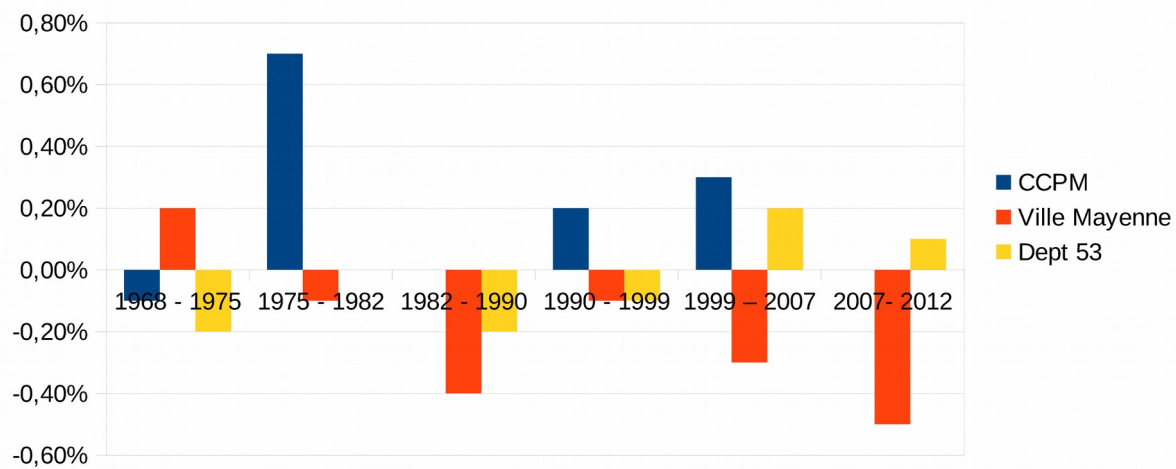
Par contre, sur la **ville de Mayenne**, **ce taux est en forte baisse** pour être sur la dernière période nul (de 1,1% entre 1968 – 1975 à 0% entre 2007 – 2012) alors qu'il était supérieur à celui de la CCPM et du département jusqu'en début des années 1980.

Le taux de croissance annuel moyen dû au solde apparent des entrées sorties est nul sur 2007 - 2012 alors qu'à l'échelle du département il est plutôt en hausse. Concernant, la **ville de Mayenne**, **ce taux est négatif et en décroissance** depuis les années 1970 atteignant -0,5% sur 2007-2012.

	Taux de					
	1968 - 1975	1975 - 1982	1982 - 1990	1990 - 1999	1999 - 2007	2007 - 2012
CCPM	-0,10%	0,70%	0,00%	0,20%	0,30%	0,00%
Ville Mayenne	0,20%	-0,10%	-0,40%	-0,10%	-0,30%	-0,50%
Dept 53	-0,20%	0,00%	-0,20%	-0,10%	0,20%	0,10%

Source : DREAL Pays de la Loire / Indicateurs Habitat / RP INSEE

Taux de croissance annuel moyen de la population due au solde apparent des entrées sorties



Source : DREAL Pays de la Loire / Indicateurs Habitat / RP INSEE

Synthèse – Evolution démographique 2007 - 2012

- Un taux de croissance annuel moyen de 0,5 %, mais négatif et en décroissance sur Mayenne (-0,4%),

- Une croissance due au solde naturel

La comparaison avec les prescriptions du Scot : un taux de croissance annuel de la population deux fois moins important

	Prescription du Scot	Evolution démographique réelle 2007 – 2012
Taux de croissance annuel de la population	1 %	0,5 %
Population	Augmentation de 3 500hab de 2007 à 2017, soit une moyenne annuelle de 350 habitants	Augmentation de 664 hab en 6 ans, soit une moyenne annuelle de 110 habitants

3.2. CHAPITRE I : LES ORIENTATIONS GÉNÉRALES DE L'ORGANISATION DE L'ESPACE ET DE LA RESTRUCTURATION DES ESPACES URBANISÉS

3.2.1. STRUCTURER L'ESPACE DU PAYS DE MAYENNE

Prescriptions du Scot	Evaluation
Conforter le pôle central de Mayenne	Mayenne maintient sa position de pôle central (très légère baisse de la part des emplois et population sur la CCPM). En 2015-2016, d'importantes opérations de logements sont en œuvre sur Mayenne (nouveaux lotissements et opération de réhabilitation, construction, démolition de logements locatifs sociaux).
Renforcer les communes proches de Mayenne et les secteurs bien desservis par les transports collectifs	Ces communes se sont développées via des opérations de lotissements. Par contre, la desserte par les transports collectifs n'est pas été prise en compte dans la localisation des opérations de logements
Structurer le développement des bourgs ruraux	Toutes les communes sont couvertes par un document d'urbanisme
Se donner les moyens de répondre localement à cette structuration de l'espace	

En rouge : indicateurs non ou très peu pris en compte, *En orange* : indicateurs pris partiellement en compte, à améliorer ; *En vert* : indicateurs pris en compte

Bilan

Le pôle central de Mayenne est conforté, à minima. Bien que la commune perd des habitants, (de 13 555 en 2007 à 13 257 en 2012, soit une perte de 298 habitants en 6 ans), elle concentre, en 2013, 46 % de la population (48 % en 2008) et 78 % (80 % en 2008) des emplois de la CCPM. Il est constaté, sur Mayenne, une légère baisse de sa part de population et des emplois au profit de la 1ère et 2ème couronne.

En réponse à cette perte de population qui s'est faite au profit des autres communes, des opérations ont été engagées en 2014 – 2015 sur la commune de Mayenne :

- **opérations de construction, réhabilitation et démolition de logements locatifs sociaux** (respectivement 76, 80 et 120 logements)
- création de **4 lotissements privés** (L'Orgerie, La Baudrerie Tranche 1, la Guesnière Tranche 1 et Les Toits de l'Oustalet) pour 130 logements (respectivement 38, 53, 26 et 13 logements).

Une réflexion a été menée sur la création d'un transport collectif à l'échelle de Mayenne et de 5 communes de la 1ère couronne, mais qui n'a pu se concrétiser.

La structuration de l'espace s'est réalisée à travers la réalisation des **documents d'urbanisme** qui couvrent en 2016 toutes les communes.

3.2.2. MAITRISER L'ETALEMENT URBAIN ET PRESERVER LES ESPACES NATURELS ET AGRICOLES

Prescriptions du Scot	Évaluation	
Favoriser le renouvellement et le renforcement des secteurs déjà urbanisés		Création de 15 lotissements pour 497 logts, mais des difficultés de vente dans certaines communes. Des opérations récentes(2014 – 2015) de logements locatifs sociaux en centre ville de Mayenne (moyenne de 67 logts / ha) Pour le secteur économique, un seul permis d'aménager a été déposé de 7 ha (ZA de l'Orgerie) et 27 parcelles pour un total de 12 ha ont été vendues.
Maîtriser l'extension de l'urbanisation		
<i>Urbaniser en continuité des espaces bâtis existants dans le respect des caractéristiques du bâti de chaque commune</i>		Les PLU Grenelle des communes permettent de respecter ces prescriptions
<i>Inscrire les villages et hameaux dans une logique d'urbanisation maîtrisée</i>		
<i>Interdire le développement de l'habitat isolé</i>		

En rouge : indicateurs non ou très peu pris en compte, En orange : indicateurs pris partiellement en compte, à améliorer ; En vert : indicateurs pris en compte

Bilan

Bien que les **extensions urbaines ont été importantes (création de 15 lotissements pour 497 logements sur un total de 42 ha)**, il est constaté depuis **2014 davantage d'opérations de renouvellement et de renforcement des secteurs déjà urbanisés au niveau des logements locatif sociaux de Mayenne** (Mayenne Habitat : construction de 24 logements, réhabilitation de 80 logements, démolition de 120 logements / Méduane Habitat : construction de 58 logements dont 40 LLS, 11 en acquisition privée et 7 en PSLA / Fondation G. Lintier : construction de 12 logements conventionnés).

Il est constaté une **densité plus importante dans les lotissements** dont le permis d'aménager a été déposé à partir de 2008 : **de 9 logements / ha** pour les lotissements dont le permis d'aménager a été déposé avant 2008 à **12 logements / ha** pour les lotissements dont le permis d'aménager a été déposé à partir de 2008. Pour Mayenne, cette densité passe de 10 logements/ ha à 14 logements / ha.

L'activité économique a consommé relativement peu de terrains : 1 seul permis d'aménager pour la ZA de l'Orgerie à Mayenne (7 ha) et 27 parcelles de vendues pour un total de 12 ha sur des ZA existantes (sur Mayenne 21 parcelles de vendues sur 5,6 ha). En 2016, 32 ha (dont 12,6 ha sur Mayenne) sont disponibles, répartis sur 11 communes.

La déviation Mayenne – Moulay a consommé, au 1^{er} décembre 2016, 404,5 ha (sur 5,49km).

L'extension de l'urbanisation a pu être, en partie, maîtrisée dans le cadre de l'élaboration des Plu grenéllisés qui ont respecté les prescriptions du scot et de la charte Agriculture et Urbanisme de la Mayenne (2010).

3.3. CHAPITRE II : LES ESPACES ET SITES NATURELS OU URBAINS À PROTÉGER

3.3.1. PRÉSERVER LES ESPACES NATURELS

Prescriptions du Scot	Évaluation	
Préserver et enrichir la biodiversité du territoire		
<i>Protéger les espaces naturels d'intérêt biologique remarquable</i>		<p>Les nouveaux sites naturels et urbains protégés par l'État, la Région ou le département ont été limités (périmètres archéologiques, 2 ZNIEFF).</p> <p>2 sites protégés bénéficient d'un plan de gestion : l'étang des Forges à Aron (2015 – 2018) et le Lac de Haute Mayenne depuis 2009.</p> <p>Les PLU grenelle ont instauré une réglementation protégeant les haies et zones humides.</p>
<i>Protéger les espaces naturels offrant des potentialités biologiques</i>		
Préserver les milieux aquatiques		
<i>Préserver les zones humides et les cours d'eau</i>		<p>La CCPM a réalisé l'inventaire des zones humides fonctionnelles. Ces zones ont été protégées dans les PLU grenelle.</p> <p>2 Vallées ont été identifiées en Znieff : La Colmont et l'Aron.</p> <p>La création de plans d'eau est encadrée au plan réglementaire par la loi sur l'eau.</p>
<i>Limiter la création de plans d'eau</i>		
Favoriser la préservation et la régénération du bocage et de la forêt		Réalisation d'un plan bocager (2014 – 2015) : diagnostic exhaustif des haies, actions d'accompagnement auprès des particuliers et collectivités, actions d'animation.
Préserver et renforcer les continuités biologiques ou « corridors écologiques »		L'étude Biodiversité menée par le CPIE (2015 – 2017) devrait être suivie par des plans d'action en lien avec la TVB
Améliorer la gestion des espaces naturels		
<i>Améliorer la gestion des espaces naturels support d'une activité agricole</i>		L'étude Biodiversité menée par le CPIE (2015 – 2017) devrait être suivie par des plans d'action de gestion des espaces

		<p>naturels (MAE).</p> <p>Dans le cadre du plan bocager, accompagnement technique et financier auprès des exploitants souhaitant planter ou / et mieux gérer leur bocage.</p> <p>Dans le cadre du PLUi, un règlement à instaurer pour les haies</p>
<i>Coordonner l'entretien et la restauration des cours d'eau</i>		<p>En 2008, mise en place d'un CTMA sur le Syndicat de Bassin de l'Aron avec l'embauche d'un technicien de rivière.</p> <p>Les travaux ont concerné la tête de bassin, notre territoire a bénéficié de peu de travaux.</p> <p>Dans le cadre de la compétence GEMAPI, MC lancera en 2017 un diagnostic des milieux aquatiques en vue d'un CTMA pour 2019.</p>
<i>Mettre en œuvre une politique foncière pour la protection des espaces naturels</i>		Aucune action. Absence de droit de préemption sur les ENS
<i>Définir une politique de gestion de l'accès aux publics des sites sensibles</i>		Aucune action.

En rouge : indicateurs non ou très peu pris en compte, En orange : indicateurs pris partiellement en compte, à améliorer ; En vert : indicateurs pris en compte

3.3.2. PRESERVER LE PATRIMOINE URBAIN

Prescriptions du Scot	Évaluation
Préserver et valoriser l'identité de chaque commune dans son projet urbain	<p>Démarche effectuée dans le cadre de l'élaboration des documents d'urbanisme et qui va se poursuivre avec le PLUi</p>
Valoriser le patrimoine bâti	<p>Depuis 2008, la ville de Mayenne octroie des aides pour la réfection des façades du centre ville</p>
Valoriser le patrimoine archéologique	<p>Réalisation de fouilles archéologiques sur le site de la déviation Mayenne – Moulay.</p> <p>3 arrêtés du Préfet de région délimitant un zonage archéologique (Mayenne, Moulay et Jublains)</p>

3.4. CHAPITRE III : LES GRANDS ÉQUILIBRES ENTRE ESPACES URBAINS ET À URBANISER ET LES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS

3.4.1. ÉCONOMISER L'ESPACE POUR ASSURER L'AVENIR FONCIER DU TERRITOIRE

Prescriptions du Scot	Évaluation
Adopter une gestion économe de l'espace	<p>Entre 2008 – 2016, les permis d'aménager ont concerné 47,7 ha, dont 42 ha pour les lotissements (comptant 497 logts).</p> <p>Du fait de la baisse du nombre de permis de construire pour des maisons individuelles et de la difficulté de commercialisation des parcelles, il est constaté un nombre limité de projet de nouveaux lotissements. Cependant, sur Mayenne, 4 permis d'aménager ont été déposés pour 130 logements</p> <p>Le secteur économique a consommé peu de foncier, lié aux fluctuations du secteur.</p>
Mettre en place un politique foncière globale d'échelle intercommunale	Politique foncière limitée, se faisant davantage en fonction des opportunités
Maîtriser le foncier à l'échelle des communes	Politique limitée des communes

En rouge : indicateurs non ou très peu pris en compte, En orange : indicateurs pris partiellement en compte, à améliorer ; En vert : indicateurs pris en compte

3.4.2. PRÉSERVER LES ESPACES AGRICOLES

Prescriptions du Scot	Évaluation
Préserver les secteurs agricoles	Les PLU Grenellisés ont réalisé des diagnostics agricoles.
Prendre en compte la pérennité des exploitations agricoles lors du développement d'infrastructures	Aussi, l'application de la charte agricole – urbanisme départementale (2010) permet de prendre en compte l'activité agricole dans les documents d'urbanisme.

En rouge : indicateurs non ou très peu pris en compte, En orange : indicateurs pris partiellement en compte, à améliorer ; En vert : indicateurs pris en compte

**3.4.3. AFFIRMER UNE CEINTURE VERTE AUTOUR DE
L'AGGLOMERATION DE MAYENNE**

Cette prescription a été prise en compte dans les documents d'urbanisme PLU Grenellisé.

3.5. CHAPITRE IV: LES OBJECTIFS RELATIFS À LA PROTECTION DES PAYSAGES ET À LA MISE EN VALEUR DES ENTRÉES DE VILLE

3.5.1. **PRESERVER LES STRUCTURES PAYSAGERES QUI FONT L'IDENTITE DU PAYS DE MAYENNE**

Prescriptions du Scot	Évaluation	
Maîtriser et valoriser les paysages de vallée		
<i>Pour les vallées ou sections de vallées aux profils évasés ou encaissées</i>		Les principales vallées sont protégées et bénéficient d'un CTMA (La Mayenne, la Colmont et l'Aron)
<i>Pour l'ensemble des vallées</i>		<i>Pas de connaissance sur la valorisation du patrimoine bâti lié à l'eau.</i> Eléments importants du paysage qui pourront être mis en valeur dans le cadre du futur CTMA à réaliser par MC (2017 - 2018)
<i>Préserver les paysages de bocage et de forêt</i>		Le Plan bocager, au-delà de la connaissance de l'état du bocage , permet de sensibiliser (élus, exploitants, particuliers) à cette réelle fragilité de ce milieu naturel et d'accompagner les actions de plantations ou de gestion. Les principales forêts sont protégées et classées en Espaces Boisés Classés dans les documents d'urbanisme <i>Pas de connaissance sur la gestion du milieu forestier.</i>

En rouge : indicateurs non ou très peu pris en compte, En orange : indicateurs pris partiellement en compte, à améliorer ; En vert : indicateurs pris en compte

3.5.2. **QUALIFIER LES AXES DE DECOUVERTE MAJEURS DU TERRITOIRE**

Prescriptions du Scot	Évaluation	
Maîtriser la qualité des paysages autour de la RN162, de la RN12 et de leur futures déviations		La qualité des paysages est à améliorer
Maîtriser l'évolution des		La qualité des paysages est à améliorer

paysages de carrefour		
Valoriser les principaux axes de liaisons entre communes		Un Schéma des liaisons douces reliant les communes a été réalisé (mais non approuvé). L'appel à projet Territoire à Énergie Positive et à Croissance Verte permettra de financer en 2017 4 liaisons douces (St G. Buttavent, Mayenne, Jublains, St Baudelle, Aron, la Bazoge M.). Il faudra veiller à la qualité des plantations qui accompagneront ces aménagements (plantations qui pourront être prises en charge par le plan bocager mené par MC)
Préserver et valoriser les paysages exceptionnels vus depuis les ponts		Pas de prise en compte de cette prescription
Qualifier les axes urbains majeurs		La qualification des axes urbains majeurs est à améliorer (publicité, traversée de Moulay, plantation...)

En rouge : indicateurs non ou très peu pris en compte, En orange : indicateurs pris partiellement en compte, à améliorer ; En vert : indicateurs pris en compte

3.5.3. GARANTIR LA QUALITE PAYSAGERE DES ESPACES URBANISES ET DES ENTREES DE VILLE

Prescriptions du Scot	Évaluation	
<i>Intégrer avec qualité l'urbanisation dans son environnement</i>		Dans l'ensemble, les aménagements urbains et extensions urbaines peuvent être améliorés
<i>Valoriser les particularités et l'identité des centres-villes et des bourgs ruraux</i>		
<i>Préserver et développer les espaces verts urbains et villageois</i>		
<i>Intégrer les extensions urbaines dans une trame verte</i>		
<i>Intégrer les nouvelles constructions agricoles dans leur</i>		Pas de prise en compte de cette prescription

<i>environnement</i>		
<i>Intégrer les nouveaux équipements publics ou d'intérêt collectif dans leur environnement</i>		
Qualifier les entrées de ville et de bourg		<p>Les entrées de ville de Mayenne peuvent être améliorées.</p> <p>Une majorité de communes ont aménagé, requalifié leur centre bourg (Parigné, La Haie T, Martigné, Alexain, St Baudelle, Commer, Marcillé, Jublains...)</p>
<i>Définir des limites nettes entre espace urbain et espace rural</i>		
<i>Paysager les entrées de ville</i>		

En rouge : indicateurs non ou très peu pris en compte, En orange : indicateurs pris partiellement en compte, à améliorer ; En vert : indicateurs pris en compte

3.6. CHAPITRE V: LES OBJECTIFS RELATIFS À LA PRÉVENTION DES RISQUES

3.6.1. Prévenir les risques naturels et technologiques

Prescriptions du Scot	Évaluation	
Prévenir les inondations et gérer les eaux pluviales		
<i>Protéger la population contre les risques d'inondation</i>		<p>Le Plan de Prévention des Risques Inondations (2003). Le risque de rupture de barrage de St Fraimbault et les 4 AZI sont respectés et pris en compte dans les documents d'urbanisme .</p> <p>Les zones humides sont préservées : inventaires et protection dans les Plu Grenelle des ZH fonctionnelles et identification dans les zones à urbaniser en dehors, des ZH « code de l'environnement.</p>
<i>Gérer les eaux pluviales</i>		<p>Quelques opérations d'aménagement récentes ont pris en compte la gestion des eaux de pluies (parking et récupération des eaux des 12 logts de la fondation G. Lintier, toiture végétalisée de la Maison de la Petite enfance, création de bassin à sec dans les lotissements, parking végétalisé de Bras, noue d'infiltration sur la nouvelle voie entre le centre aquatique et le centre de loisirs des Châletiers, aménagement végétalisé des abords du Grand Nord...).</p> <p>Des améliorations seraient à apporter pour prendre en compte la gestion des eaux de pluies dans les équipements publics et lotissements et autres projets (logements, économie..).</p> <p>Les communes ne demandent pas de mesures compensatoires par rapport aux impacts qualitatifs et quantitatifs des projets d'aménagement.</p> <p>Les règlements de lotissements ne prennent pas en compte cette dimension.</p> <p>Aucun plan de zonage pluvial n'a été</p>

		<p>réalisé (il n'est pas prévu dans le PLUI ce type de document).</p> <p>Pour les zones urbaines ou à urbaniser situées à proximité de zones naturelles sensibles, protégées il n'est pas prévu de mesures de protection ou de réduction de la pollution (traitement, pré traitement des eaux)</p>
Prévenir les risques de mouvement de terrains et de feu de forêt		Les risques liés aux éventuels mouvements de terrains (PPRMT 2010) et de feux de forêt, sont pris en compte dans les documents d'urbanisme
Prévenir les risques technologiques		Le DDRM (Dossier Départemental des Risques Majeurs) qui a été actualisé en 2011 est pris en compte dans les documents d'urbanisme

En rouge : indicateurs non ou très peu pris en compte, En orange : indicateurs pris partiellement en compte, à améliorer ; En vert : indicateurs pris en compte

3.6.2. Assurer la santé publique

Prescriptions du Scot	Évaluation	
Garantir une bonne gestion de la ressource en eau		
<i>Préserver la ressource par des politiques d'économie d'eau</i>		<p>Depuis 2005, les nouveaux équipements publics sont équipés de dispositifs d'économie d'eau (robinets). Seuls certains compteurs d'eau ont été équipés de télérelève (écoles, jardins familiaux, stade municipal...)</p> <p>Les règlements PLU n'obligent pas aux dispositifs de récupération, stockage et réutilisation des eaux pluviales.</p> <p>Le suivi des réseaux d'alimentation en eau potable a été renforcé. <u>Des Schémas Directeurs d'Alimentation en Eau Potable</u> ont été adoptés par les collectivités gestionnaires entre 2010 et 2015 (SIAEP de Grazay, de Commer, de l'Anxure et les autres communes) et se sont traduits par la mise en place de programme de renouvellement des</p>

		<p>réseaux. Une enquête serait nécessaire pour connaître les travaux réalisés suite à ces schémas directeurs.</p> <p>Des compteurs de sectorisation ont été posés pour améliorer le rendement du réseau (Mayenne ...).</p> <p><i>Pas de connaissance d'un plan de gestion quantitatif des prélèvements pour l'irrigation sur le Bassin Versant de la Mayenne.</i></p>
<i>Diversifier les ressources et sécuriser l'alimentation en eau potable</i>		<p>Les Schémas Directeurs ont favorisé les interconnexions entre les différentes collectivités gestionnaires.</p> <p>Des mesures pour lutter contre la pollution dans les périmètres de protection de captage ont été prises.</p> <p>Des recherches de diversification de la ressource ont été menées. Le conseil départemental initie et finance les études, à la charge des communes de s'en emparer. Le Syndicat Mixte du Nord Mayenne a créé un nouveau captage d'eau potable.</p>
<i>Aboutir à une gestion cohérente de la retenue de St Fraimbault</i>		<p>Un plan de gestion des sédiments a été mis en place par le Conseil départemental en 2009 pour 5 an, mais MC n'y participe pas. Un bilan est en cours pour définir les 5 prochaines années</p>
<i>Améliorer la qualité de l'eau</i>		<p>Entre 2006 et 2008, toutes les communes ont établi des zonages d'assainissement, préalable à la création du Service Public d'Assainissement Non Collectif. Ces zonages ont permis de bien distinguer le suivi des ouvrages relevant du SPANC de ceux qui relèvent des communes (réseau collectif, Station d'Épuration des eaux Usées : STEP). L'adéquation entre la capacité des STEP et les extensions urbaines restent à vérifier.</p> <p>Certaines communes utilisent des techniques alternatives d'épuration des Eaux Usées : lit planté de roseaux depuis 2005 (Commer, Contest, St-Fraimbault), lagunage naturel (Belgeard,</p>

		<p>Grazay, Jublains, La Haie Traversaine...)</p> <p><i>Pas de connaissance sur l'abatement des flux de phosphore dans les rejets de leurs stations d'épuration (à voir auprès du SATESE du conseil départemental et de la Dreal).</i></p> <p>Créé en 2006 le SPANC est géré aujourd'hui par 3 ETP pour contrôler un parc de 2 500 installations. Les diagnostics ont été réalisés et le premier cycle des contrôles périodiques a débuté en 2014. En 2015, une convention de mandat pour la réhabilitation des installations a été signée avec l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne.</p> <p>Un hangar de stockage des boues de la station d'épuration de Mayenne a été construit route de St-Fraimbault. 100 % des boues sont chaulées et valorisées en agriculture (un nouveau plan d'épandage sera adopté début 2017).</p>
Garantir la qualité de l'air		<p>Étalement urbain davantage maîtrisé (augmentation de la densification).</p> <p>Nouvelle organisation, en 2018, du service du transport collectif sur Mayenne.</p> <p>Prise en compte généralement des cheminements doux dans les lotissements.</p> <p>Augmentation du nombre de bâtiments publics utilisant un chauffage au bois.</p>
Diminuer l'exposition des populations aux nuisances sonores		<p>Respect des règles de recul le long des RN.</p> <p>La prise en compte du bruit dans les projets d'aménagement est à améliorer : 1 seule aire de stationnement pour les poids lourds créée (ZA du Berry)</p> <p>Isolation phonique dans les logements à développer.</p> <p>Mise en place en 2017 d'une schéma de circulation apaisée en centre ville de Mayenne</p>

Poursuivre une gestion durable des déchets

En instaurant la redevance au 1^{er} janvier 2014 et en développant l'apport volontaire sur une grande partie du territoire, la collectivité a mis en place une nouvelle gestion des déchets.

A cela s'ajoute la création d'une plateforme de compostage des déchets verts et le déploiement de 4500 composteurs individuels.

L'ensemble de ces mesures a permis une meilleure gestion des déchets (réduction de la production d'ordures ménagères résiduelles passée de 270kg/habitant en 2008 à 150kg/habitant en 2015). La collectivité doit néanmoins rester vigilante à la maîtrise des dépôts sauvages qui ont accompagné ce changement.

En rouge : indicateurs non ou très peu pris en compte, En orange : indicateurs pris partiellement en compte, à améliorer ; En vert : indicateurs pris en compte

Proposition de nouveaux indicateurs de suivi du Chapitre 5, partie « Gestion durable des déchets » : tonnages apportés en déchetterie, tonnages triés, taux de refus sur tonnages triés, tonnage de déchets verts, Coût aidé du service par habitant (une fois toutes les aides et recettes déduites)

3.7. CHAPITRE VI : LES OBJECTIFS RELATIFS A L'ÉQUILIBRE SOCIAL DE L'HABITAT ET À LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS SOCIAUX

3.7.1. DÉVELOPPER UN HABITAT DIVERSIFIÉ

En 2014, la CCPM a approuvé un troisième PLH fixant les objectifs de production de logements ainsi que de densité par communes.

Prescriptions du Scot	Évaluation
Mettre en place une politique globale relative au vieillissement	<p>En 2014, MC a mené une étude sur le « Bien Vieillir » afin d'évaluer les besoins et de définir des actions (sur l'habitat, mais également sur d'autres thématiques).</p> <p>Du fait de la nouvelle réglementation, les nouveaux logements répondent à des normes d'accessibilité.</p> <p>Il n'y a pas eu de création d'une nouvelle structure d'hébergement pour personnes âgées sur Mayenne. Par contre, le besoin a été recensé dans l'étude « Bien Vieillir ».</p> <p>Pour le parc privé existant, des dispositifs d'aides (Anah, MC) ont été mis en place pour l'accessibilité, l'adaptation des logements (OPAH 2009-2011, PIG 2014- 2016, 2017).</p> <p>Dans le parc public, un état des lieux a été réalisé, en 2015, dans le cadre de la commission Accessibilité qui nécessiterait d'être complété par une analyse plus fine par opérations.</p> <p>L'étude « Bien Vieillir » a permis d'avoir une connaissance des services existants du maintien à domicile qui répondent actuellement aux besoins.</p>
Prendre en compte les besoins en logement des populations spécifiques	<p>Le foyer logement de jeunes travailleurs et l'offre en logements d'urgence et temporaire répondaient aux besoins lors du diagnostic du PLH (2013).</p> <p>La DDT exige une part de logement très social (30%) dans les opérations de logements locatifs sociaux.</p> <p>Le Conseil Départemental avait mis en place un dispositif de conventionnement dans le parc privé « PST Jeunes ». A ce</p>

		<p>jour, 12 PST Jeunes sur Mayenne sont suivis par l'Association Départementale pour le Logement des Jeunes et il n'est pas prévu le renouvellement de ce dispositif.</p> <p>L'ADLJ dispose de 6 logements de Mayenne Habitat (+3 logts du parc privé) en sous location avec baux glissants, ce qui répond à la demande.</p> <p>Jublains, pour répondre aux demandes de jeunes apprentis, met à disposition un logement de son parc (système de colocation)</p>
Traiter les segments du parc qui présentent des dysfonctionnements		<p>Les OPAH et PIG, mis en place depuis 2011, permettent d'optimiser les capacités du parc existant et de remettre sur le marché des logements inoccupés (principalement dans le centre ville de Mayenne).</p> <p>MC a repéré les logements dégradés, vacants pouvant faire l'objet d'arrêtés de péril et peut par la suite accompagner les maires, le Président n'ayant pas pris à sa charge le pouvoir de police spéciale en matière d'habitat.</p> <p>Mayenne Habitat a engagé des opérations de démolition pour 120 logements obsolètes des quartiers suivants : Pommier (104 logts), Gutenberg (24 logts) et Brossolette (48 logts).</p>
Maintenir le taux de logement locatif aidé sur le territoire		<p>2 opérations importantes -40 logements de Méduane et 24 logements de Mayenne Habitat- sont en cours de construction pour une livraison prévue en 2017- 2018.</p> <p>En dehors des opérations de Mayenne (79 logts de 2008 à 2016), les autres communes ont eu peu d'opérations (36 logts de 2008 à 2016, soit une moyenne de 4 logts / an pour les 18 communes).</p> <p>Le nombre de logements locatifs sociaux devrait diminuer à partir de 2018 (diminution prévue par l'État du nombre de ses agréments, priorité donnée aux demandes situées dans les centres bourgs)</p>

Contenir le départ des familles en périphérie		En dehors du Pass Foncier (36 engagés sur Mayenne), la CCPM et la Ville de Mayenne n'ont pas mis en œuvre des programmes d'aides à l'accession spécifique à Mayenne. Mais les nouvelles offres de logements à Mayenne (4 lotissements, 2 opérations de logts locatifs sociaux, 2 opérations de PSLA...) permettra le maintien voir l'arrivée de nouveaux habitants.
Économiser l'espace en renforçant les densités d'urbanisation		La densité des lotissements a augmenté de 9 à 12 logts / ha entre avant et après 2008. Des opérations en centre ville, voir centre bourg, sont en cours.
S'engager dans une politique de développement durable		<i>Reprise des évaluations des autres prescriptions du DOG (étalement urbain, économie d'eau, d'énergie, réduction des déplacements...)</i>
Ajuster le PLH à l'évolution du contexte		Les outils d'observation (habitat, foncier) et dispositif d'animation sont à améliorer

En rouge : indicateurs non ou très peu pris en compte, En orange : indicateurs pris partiellement en compte, à améliorer ; En vert : indicateurs pris en compte

3.7.2. RÉPARTIR HARMONIEUSEMENT SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE L'OFFRE DE LOGEMENT

Le DOG du SCOT a repris les objectifs du PLH (2008 – 2013). Lors du bilan du PLH il a été constaté que les objectifs ont été atteints à hauteur de 49 % (24 % pour Mayenne, 44 % pour la 1ère couronne et 64 % pour la deuxième couronne).

Réalisations 2008 – 20013

	Accession Pavillonnaire +Promotion non aidée		Accession aidée : Pass Foncier et PSLA		Locatif public aidé : PLUS, PLAI, PLS		TOTAL de construction de logements		
	Nb	Obj PLH	Nb	Obj PLH	Nb	Obj PLH	Nb	Obj PLH	Taux de réalisation
Mayenne	194	378	78	138	27	204	299	720	42%
1ère couronne	134	162	16	102	9	96	159	360	44%
2ème couronne	273	192	3	192	29	96	305	480	64%
TOTAL	601	732	97	432	65	396	763	1560	49%

Source : DREAL Pays de la Loire / SITADEL, EPLS, Enquêtes Communes

Les prévisions en accession pavillonnaire et promotion non aidée ont été surestimées pour l'ensemble des zones. Du fait de la conjoncture économique, le nombre de constructions a fortement baissé depuis 2007.

Les prévisions en accession sociale ont été surestimées pour l'ensemble des communes. Après le dispositif du pass foncier qui a eu une durée limitée (2009 – 2010) le nombre de demandes pour des logements en PSLA a augmenté.

Les prévisions en locatif aidé public ont été surestimées pour l'ensemble des communes. Les raisons de cette production limitée, malgré la validation des objectifs du PLH par les communes de la CCPM, sont :

- un parc communal de logements locatifs suffisant qui répond à la demande
- une baisse de la demande des ménages
- le manque d'attractivité du territoire pour les entreprises sociales pour l'habitat
- les difficultés rencontrées par l'office départemental HLM qui a une programmation annuelle limitée à 40 logements par an (sur le département)
- des aides de l'État en baisse aussi bien au niveau du nombre d'agréments que du montant de la subvention (les communes ne sont plus éligibles aux agréments et aides de l'Etat).

	Réalizations 2008 – 2013						TOTAL de construction de logements		
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Nb	Obj PLH	taux de réalisation
Accession Pavillonnaire + Promotion non aidée	129	95	90	119	72	96	601	732	59%
Accession aidée : Pass Foncier et PSLA	9	21	26	6	15	20	97	432	18%
Locatif aidé public : PLS, PLUS, PLAI	8	15	7	21	10	4	65	396	15%
TOTAL	146	131	123	146	97	120	763	1560	49%

3.7.3. Mettre en place des politiques publiques permettant de maîtriser les coûts du foncier

Les communes ont une politique foncière relativement limitée pour contribuer à produire des logements à des prix raisonnables et à diversifier les types d'habitat.

Les opérations de logements consistent principalement en des lotissements en extension (construction d'une maison en milieu de parcelle). En corrélation avec la baisse du nombre de ces constructions, peu de communes ont à ce jour des projets de lotissement. Il est à noter qu'en 2015, 4 permis d'aménager ont été accordés pour 130 logements.

Depuis peu, de nouvelles opérations de logements en centre ville / bourg, soutenues par les communes, sont en cours à Mayenne (Pommier, Esplanade Mitterrand) mais également dans les autres communes : logements collectifs avec commerce en RDC à Martigné, 6 logements locatifs sociaux produits par Méduane à Commer, acquisition et réhabilitation de maisons de bourgs inoccupées (Jublains, St Fraimbault, la Haie Traversaine...).

L'EPLF mis en place par le Conseil Départemental en 2013 n'est pas sollicité par les communes.

3.8. CHAPITRE VII : LES OBJECTIFS RELATIFS À L'ÉQUIPEMENT COMMERCIAL ET ARTISANAL, AUX LOCALISATIONS PRÉFÉRENTIELLES DES COMMERCE ET AUX AUTRES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

3.8.1. DÉVELOPPER UNE STRATÉGIE ÉCONOMIQUE POUR LE TERRITOIRE

Prescriptions du Scot	Évaluation	
Mettre en valeur un cadre de vie attractif pour les nouveaux actifs		<i>Difficulté à évaluer cet item dans la mesure où il fait référence à l'ensemble des prescriptions du Scot</i>
Structurer et hiérarchiser les sites d'activités économiques		<p>Difficultés de renouvellement des entreprises dans les ZA les plus anciennes (ex Terras à Mayenne : bâtiments et aménagements vieux) mais aussi dans certaines petites ZA où se trouve de l'habitat d'anciens artisans.</p> <p>Les ZA ont tendance à se développer le long des axes routiers plutôt qu'en « épaisseur ». Les entreprises représentatives de la dynamique économique locale bénéficient de « l'effet vitrine ».</p> <p>Les quelques ha créés se situent bien aux abords d'axes routiers et notamment des 2 RN. Les services de transports collectifs desservent les ZA. Des cheminements piétons et cyclistes ont été réalisés dans la ZA de la Peyennière. Ces aménagements de liaisons douces seraient également à poursuivre sur d'autres ZA notamment sur l'ensemble commercial sud de Mayenne</p> <p>La ceinture verte autour de Mayenne a été maintenue.</p>
Mettre en place une politique foncière en matière de développement économique		<p>Les réserves foncières se font en fonction des opportunités qui se présentent.</p> <p>Les terrains proches des carrefours routiers sont réservés aux activités.</p> <p>Bien que la consommation foncière due à l'économie se soit ralentie il est nécessaire de veiller à optimiser l'économie d'espace</p>

Renforcer les services aux entreprises et les liens avec l'enseignement et la recherche pour encourager l'innovation		<p>La SERE, récemment créée, répond au besoin de service et de soutien aux entreprises et à l'innovation.</p> <p>Un travail sur l'innovation ouverte et collective à été lancé</p> <p>Le lien avec le secteur de la recherche et de l'enseignement se fait ponctuellement par des mises en relation individuelles</p>
---	--	---

En rouge : indicateurs non ou très peu pris en compte, En orange : indicateurs pris partiellement en compte, à améliorer ; En vert : indicateurs pris en compte

3.8.2. Organiser les sites d'accueil d'activités économiques

Prescriptions du Scot		Evaluation
Requalifier et valoriser les sites d'activités existants		<p>Les ZA n'ont pas fait l'objet de schéma de valorisation et d'action de requalification (excepté l'aménagement des ZA de la Peyrennière, de Haras et Poirsac, à Mayenne).</p> <p>Les secteurs du Terras et des Perrouins à Mayenne, St Baudelle, et Commer nécessiteraient une requalification</p> <p>La publicité a pu être maîtrisée par la mise en place de la TLPE en 2014 couplée au déploiement d'une signalétique. MC n'envisage pas la mise en place d'un règlement local de publicité.</p>
Conforter et compléter l'offre autour d'axes et de pôles structurants		<p>Les nouvelles offres de terrains se situent principalement le long des RN 162 et 12.</p> <p>Il existe des projets d'extension de ZA existantes (ex Petit Mesnil sur Moulay/Mayenne).</p> <p>Des projets se situent aux points d'échange de la déviation (Coulonces, ZADD, Moulay) et plus généralement de l'axe nord-sud (Le Berry).</p> <p>Une réflexion est en cours afin d'aboutir à un schéma des ZA</p> <p>MC travaille sur la définition du terme « ZA », notamment avec l'effet de la présence d'habitations au sein de certaines ZA qui pourraient être « requalifiées ».</p>

		La Ville de Mayenne réorganise son service de transport urbain qui prendra en compte la localisation des ZA, pour une mise en place en 2018.
Améliorer la qualité des sites d'activités		<p>Il n'existe pas de document de recommandations architecturales, paysagères et environnementales des ZA. De plus, les règlements des documents d'urbanisme incitent peu à une amélioration de la qualité de ces zones (plantation, gestion des eaux, traitement des zones de stationnement...).</p> <p>Dans le cadre, du plan bocager des recommandations de plantations de haies ont été faites pour l'ensemble des ZA, mais qui, à ce jour, n'ont pas été réalisées.</p>

En rouge : indicateurs non ou très peu pris en compte, En orange : indicateurs pris partiellement en compte, à améliorer ; En vert : indicateurs pris en compte

3.8.3. FAVORISER UNE OFFRE COMMERCIALE ÉQUILIBRÉE

La CCPM n'a pas mis en place une stratégie locale de développement commercial structurée, ni d'outils particuliers (observatoire du commerce et des services, recensement de l'offre et de la demande...). Il n'y a pas de débat sur les projets de création ou d'extension supérieure à 300 m².

Il est constaté sur Mayenne : une trentaine de commerces vacants ne correspondant plus aux attentes (situation, prix, taille, état...), des reprises régulières de commerces, des déplacements des franchises du centre ville vers la périphérie ainsi que des déplacements de commerces de la galerie du centre ville vers les rues commerçantes.

L'élaboration d'un DAAC, dans le cadre de la révision du Scot, devrait permettre de faire un état des lieux et de se doter d'une politique commerciale à l'échelle de MC.

La CCPM en partenariat avec la CCI s'est dotée d'un manager de commerce qui vient en appui à l'Union Commerciale de la Ville de Mayenne. Son temps de travail vient d'être augmenté afin de permettre un travail de fonds sur la stratégie commerciale de Mayenne Communauté

3.8.4. PRÉSERVER UNE AGRICULTURE DYNAMIQUE

Voir le chapitre III.2 (p.20)

3.8.5. Développer L'ACTIVITÉ TOURISTIQUE DU TERRITOIRE

Les trois principaux axes définis dans Scot ont été renforcés.

1) La rivière La Mayenne et la retenue d'eau St Fraimbault :

- mise en service service en juillet 2008 d'un bateau promenade-restaurant qui navigue soit en aval jusqu'à l'écluse de Grenoux et parfois jusqu'au site de

Montgiroux. Il a accueilli à son bord 4700 personnes et 1092 repas ont été servis à bord.

- Le Conseil Départemental a signé un CTMA (Contrat Territorial de Milieux Aquatiques) sur la partie navigable de La Mayenne avec la mise en œuvre d'action de préservation et de mise en valeur
- En revanche, la propriété du Mezeray (identifiée comme lieu possible d'une implantation d'activité touristique aux abords de la retenue d'eau de St Fraimbault) n'a pas fait l'objet d'aménagement. Divers projets privés ont été étudiés mais aucun n'a abouti, faute de financement. La liaison entre Mayenne et le plan d'eau, par la continuité du chemin du Halage, n'a pu être réalisée, les efforts du Conseil Départemental s'étant réorientés vers l'aménagement des voies vertes (chemin de halage et anciennes voies ferrées).

2) Les sites patrimoniaux (Jublains, Mayenne) et le petit patrimoine local

- Les sites de Jublains et Mayenne se sont renforcés avec respectivement la création du Forum Métiers d'art en 2008 et l'ouverture du Musée du Château, en 2008 également. Ces 2 sites apparaissent comme des sites culturels incontournables du département : Musée du Château (20 168 visiteurs en 2010) , Musée de Jublains (26 664 visiteurs en 2010), Forum Métiers d'art (5400 visiteurs et 26 900 € de chiffre d'affaire en 2015).
- Il n'y a pas d'actions particulières de valorisation du petit patrimoine en termes d'investissement, celui-ci est généralement plutôt engagé par les communes que par la Communauté de Communes. Cependant diverses actions menées par le Pays d'art et d'Histoire a permis de faire découvrir et d'animer ce petit patrimoine.

3) Le réseau de chemins de randonnées

- MC incite au maintien du réseau existant du chemin de randonnée en prenant à sa charge l'entretien courant des chemins tels qu'ils ont été répertoriés en 2010.
- Par ailleurs, la CC s'appuie sur les voies vertes et notamment l'itinéraire national « Vélofrancette » reliant Ouisseham à La Rochelle pour développer sa fréquentation touristique (ex : + de 23 400 passages à l'écocompteur de St Fraimbault de Prières, sur la voie verte, entre début janvier et fin septembre 2016 dont 50 % de cyclistes).
- Par ailleurs, une stratégie de promotion touristique a pu se mettre en place, avec notamment le travail effectué en collaboration avec le Pays de Haute Mayenne (création d'un site internet commun Haute Mayenne-Tourisme, éditions communes, travail sur les réseaux sociaux...).

Prescriptions du Scot	Evaluation
Valoriser et mettre en scène les principaux sites touristiques du territoire <i>(le détail de la prescription correspond peu à la prescription générale...)</i>	<p>La mise en valeur des entrées de ville et du site « gaulois » de Mayenne ainsi que la sauvegarde du petit patrimoine restent à améliorer.</p> <p>Le « site gaulois » ne sera pas mis en valeur en tant que tel car rien ne subsiste de visible. En revanche, il a fait l'objet</p>

		d'une très belle exposition encore visible au musée de Jublains jusqu'en mars 2017.
Développer le tourisme nautique lié à la Mayenne		<p>La mise en valeur de la Mayenne, sera effectuée dans le cadre du CTMA du Conseil Départemental (sur sa partie navigable), et à venir du CTMA de MC (2018).</p> <p>Le bateau promenade a été remis en service en 2008 et s'autofinance. Il assure une animation et une promotion de la rivière.</p> <p>La valorisation de la rivière passe plus aujourd'hui par l'utilisation du chemin de halage que par un développement « sur l'eau », hormis le bateau promenade.</p> <p>En 2015, la CC a arrêté l'exploitation des bateaux électriques.</p> <p>Le plan d'eau de St Fraimbault n'a pas fait l'objet d'aménagements touristiques ou de loisirs que ce soit au niveau des cheminements, du site d'hébergement ou de la liaison piétonne avec Mayenne.</p>
Développer l'offre en hébergement sur le territoire		<p>Pour l'amélioration de l'offre en centre ville de Mayenne et autres sites, il faudrait détecter des nouvelles formes d'hébergement et les inciter à monter en compétence.</p> <p>L'avenir du camping de Mayenne est incertain. Une étude est à venir. Cependant, hormis la question de la zone inondable, son positionnement à proximité des voies vertes est un atout.</p> <p>Régulièrement les camping caristes font état d'un besoin d'un aménagement sur la cale, au pied de l'office de tourisme, ainsi qu'au camping.</p>
Développer les cheminements de randonnées pédestres et cyclables		<p><i>Evolution des chemins de randonnées piétonnes ou cyclistes ?</i></p> <p><i>Mis en place d'un itinéraire cyclable ??</i></p> <p><i>Liaison Mayenne – Jublains via les chemins de randonnées ??</i></p>

En rouge : indicateurs non ou très peu pris en compte, *En orange* : indicateurs pris partiellement en compte, à améliorer ; *En vert* : indicateurs pris en compte

3.8.6. MAITRISER LE DÉVELOPPEMENT DES SITES D'EXTRACTION DES MATÉRIAUX

Les documents d'urbanisme permettent le maintien et le développement des sites d'exploitation, sans nuire à la sécurité de la population.

Il n'est pas envisagé d'ouverture de nouveaux sites.

Les modalités de réaménagement de ces sites après exploitation sont elles définies?

Remarques sur les indicateurs de suivi du Chapitre 7

Les indicateurs de suivi ne concernent que le tourisme. Des indicateurs concernant l'économie seraient à prévoir dans le Scot révisé : nombre de parcelles vendues / libres en ZA existantes, surface créée en ZA, nombre et surface de bâtiments ayant fait l'objet d'un renouvellement (démolition / construction) ou d'une rénovation, nombre et surface de bâtiments vacants, surface et localisation des réserves foncières...

3.9. CHAPITRE VIII : LES OBJECTIFS RELATIFS A LA COHÉRENCE ENTRE L'URBANISATION ET LA CRÉATION DE DESSERTES EN TRANSPORTS COLLECTIFS

3.9.1. MAITRISER LES DÉPLACEMENTS A LA SOURCE ET BATIR DES VILLES DE PROXIMITÉ

Prescriptions du Scot	Évaluation
Améliorer la desserte en transports collectifs de l'ensemble du territoire	<p>Les localisations d'opérations de logements et de zones à urbaniser ne se font pas en fonction de la desserte des transports collectifs.</p> <p>Mise en service en 2010 d'une navette express Laval - Mayenne</p>
<i>Desservir efficacement le pôle urbain de Mayenne , voire les communes de premières couronnes</i>	<p>En 2010 étude pour la mise en place d'un transport collectif intercommunal. En 2013, prise de compétence par la CCPM et lancement d'une DSP pour un transport urbain sur 6 communes. En 2014, abandon du projet du fait d'un coût trop élevé au regard du potentiel capté. En 2015, restitution de la compétence aux communes.</p> <p>Le service « petit Pégase » est maintenu (en moyenne sur 2015 – 216 : 255 voyageurs, 29 km/ course)</p>
<i>Anticiper la desserte par les transports collectifs dans les politiques d'urbanisation</i>	<p>Les politiques d'urbanisation prennent relativement peu en compte la desserte des transports collectifs</p> <p>Cependant, à l'exception du Centre Aquatique dont l'implantation est excentrée mais qui va profiter de la desserte par le transport urbain de Mayenne, les collectivités ont veillé à positionner les équipements structurants sur la zone urbanisée de Mayenne : le pôle culturel le Grand Nord, la SERE, la Maison de la Petite Enfance, le cinéma restructuré, le futur pôle de santé.</p>
Favoriser les déplacements de proximité à pied ou à vélo et développer les transports alternatifs à la voiture	<p>Réflexion engagée en vue d'un schéma des liaisons douces sur la CCPM.</p> <p>Réalisation d'une liaison piétonne entre Parigné et Mayenne. Liaisons en projet entre Contest et St Baudelle et entre Aron et La Bazoge Montpinçon.</p>

		<p>Mise en place en 2017, d'un schéma de circulation apaisée dans le centre ville de Mayenne.</p> <p>Création de pistes cyclables sur Mayenne, d'un parking vélos au Grand Nord et d'une aire de covoiturage (Moulay)</p> <p>Prise en compte dans certains projets de lotissement des liaisons piétonnes avec le bourg.</p>
--	--	---

En rouge : indicateurs non ou très peu pris en compte, En orange : indicateurs pris partiellement en compte, à améliorer ; En vert : indicateurs pris en compte

3.9.2. RENFORCER LES TRANSPORT COLLECTIFS DANS LES LIAISONS AVEC LES TERRITOIRES VOISINS

Prescriptions du Scot	Évaluation
Conforter les liaisons interurbaines vers les communes du Nord Mayenne par les cars départementaux	<p>Les lignes interurbaines ont été maintenues par le Département.</p> <p>L'amélioration du secteur de la gare et sa vocation de pôle d'échanges entre les lignes départementales et le réseau de transport urbain restent une priorité. Il retrouvera prochainement une dynamique liée à l'implantation à proximité immédiate d'un projet d'habitat de 58 logements.</p>
Agir en faveur d'une liaison rapide en site propre Mayenne - Laval	<p>Le projet d'une liaison rapide en site propre (à l'emplacement des voies de chemins de fer) a été abandonné. Cependant, le territoire a veillé à préserver l'emprise de la voie ferrée (implantation du Grand Nord et du futur quartier d'habitat, contournement du chemin du Petit Mesnil...)</p> <p>Un service de navettes express Laval – Mayenne, a été mis en service en 2010 par le Conseil Départemental. Il est désormais de 8 A/r quotidien et vient d'être équipé du Wifi.</p>
Tenir compte du projet de ligne à grande vitesse à Laval	

En rouge : indicateurs non ou très peu pris en compte, En orange : indicateurs pris partiellement en compte, à améliorer ; En vert : indicateurs pris en compte

3.10. CHAPITRE IX : LES GRANDS PROJETS D'ÉQUIPEMENTS ET DE SERVICES NÉCESSAIRES À LA MISE EN ŒUVRE DU SCHÉMA

3.10.1. LES PROJETS NÉCESSAIRES POUR AMÉLIORER L'ACCESSIBILITÉ DU TERRITOIRE

Prescriptions du Scot	Evaluation	
Contourner l'agglomération de Mayenne et faciliter les liaisons Nord-Sud et Est-Ouest		2 tranches sur 3 ont été livrées (pas d'échéances fixées pour la dernière). La Déviation de Martigné envisagée dans le POS a perdu le bénéfice de sa DUP.
Améliorer les liaisons routières du territoire		Amélioration du fonctionnement et sécurité des routes les plus fréquentées ? Les traversées de bourg ont été améliorées dans la cadre des requalification des centres bourgs (au moins une dizaine de communes). Aussi, des PAVE ont été réalisés dans 16 communes. Il n'y a pas eu d'études pour étudier d'éventuelles nouveaux franchissements de la Mayenne .

En rouge : indicateurs non ou très peu pris en compte, En orange : indicateurs pris partiellement en compte, à améliorer ; En vert : indicateurs pris en compte

3.10.2. Les projets de développement des équipements et services à la population

Prescriptions du Scot	Évaluation	
Les modalités d'implantation des équipements et services à la population		Les équipements et services se concentrent sur Mayenne.
Les projets de développement des équipements scolaires		Absence d'emplacement réservé pour la construction d'établissement scolaire. <i>Quelle réflexion sur les équipements à l'échelle de MC ?</i> Secteur de la petite enfance : création en

		<p>2004 du service du RAM. Les créations de structures sont à l'initiative des communes : la maison de la petite enfance de Mayenne en 2013, micro crèche privée à Mayenne en 2010 ; maisons d'assistantes maternelles dans les communes (Alexain, St Fraimbault Marcillé, Martigné, Mayenne, Grazay)</p> <p><i>Quelle réflexion sur le secteur de la petite enfance, au-delà du RAM, à l'échelle de MC ?</i></p>
Les projets de développement des équipements culturels, sportifs et de loisirs		<p>Mise en service :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du pôle culturel (médiathèque, cybercentre, école de musique, de danse) en 2010, - du centre aquatique en 2017 - de la 3ème salle de cinéma en 2017
Les projets de développement des équipements de santé		<p>Mise en service :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du nouvel hôpital à la Baudrerie en 2 étapes 2009 et 2013 - du pôle santé en 2018
Les projets de développement des technologies d'information et de communication		<p>Dans le cadre du schéma directeur territorial d'aménagement numérique du Conseil Départemental de la Mayenne, la fibre optique a été installée, en 2015, jusque dans le centre de Lassay-les-Châteaux permettant ainsi d'accéder au très haut débit (50 MB) dans la périphérie du point de raccordement (NRA). Sur Mayenne, il y a un réseau clairsemé de fibre optique qui raccorde quelques établissements publics et une entreprise privée.</p>

3.10.3. . LES PROJETS NÉCESSAIRES À UNE MEILLEURE MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE

Sous l'impulsion du Pays de Haute Mayenne, le territoire a innové en la matière :

- un réseau de chaleur (centre hospitalier),
- 7 équipements publics équipés de chaudières à bois déchiqueté (dont le futur centre aquatique) ainsi qu'une dizaine d'exploitations agricoles équipées de Chaudières de 25 – 30 kw...
- la création d'une plate forme de bois déchiqueté à Parigné gérée par la Scic Mayenne Bois Énergie (MC participe au capital et est propriétaire des locaux)
- le développement de réseaux en géothermie par quelques communes (Marcillé, la Bazoge Montpinçon, Grazay, Sacé...),

- le développement de parcs éoliens (11 éoliennes en service pour une puissance de 24,4 megaw et 20 en cours d'instruction pour une puissance de 45 megaw supplémentaires).

Le Pays de Haute Mayenne a lancé un Plan Climat Énergie Territorial (PCET) en avril 2012 qui a abouti à un plan d'actions et à un livret d'accompagnement adoptés fin 2013. Du fait de la dissolution du Pays de Haute Mayenne en 2017, ce PCET n'a pu être mis en œuvre mais sera repris par MC compte tenu des objectifs fixés par la loi relative de Transition Énergétique pour la Croissance Verte.

En 2016, MC a répondu à l'appel d'offre des TEPCV et a obtenu un financement de 500 000€ pour la réalisation de 9 projets portés par les communes (5 concernant la rénovation énergétique d'équipements publics et 4 les liaisons douces).

4. SYNTHÈSE DU BILAN

Sur les bases de ce bilan thématique, on constate donc 3 niveaux de réalisation :

A. Des réalisations qui ont permis d'atteindre les objectifs

- Des documents d'urbanisme présents dans toutes les communes qui permettent d'assurer une certaine organisation de l'espace
- Des inventaires exhaustifs des haies et zones humides fonctionnelles qui ont permis leur préservation dans les Plu « Grenelle » ;
- L'approbation d'un 3ème PLH 2014 – 2019 permettant une continuité et cohérence dans la mise en œuvre des actions (un nouveau PLH en 2018 réalisé à l'échelle de MC)
- La mise en place d'une nouvelle gestion des déchets permettant une réduction de la production et l'amélioration du tri.
- Un office de tourisme dynamique pour valoriser le potentiel touristique
- Des réalisations ambitieuses dans le domaine de l'énergie, sous l'impulsion du Pays de Haute Mayenne
- Une meilleure gestion de la ressource en eau (schémas directeurs d'alimentation en eau dans toutes les communes, activité du SPANC, Syndict de Bassin de l' Aron...)

B. Des réflexion avancées qui permettront à moyen terme d'atteindre les objectifs :

- Le PLUi (décembre 2019) avec la mise en place d'un règlement commun à toutes les communes ce qui facilitera l'instruction des autorisations de droit des sols par le service commun intercommunal. Ce PLUi sera de fait compatible avec le SCOT révisé ;
- L'étude biodiversité (décembre 2017) avec des actions de gestion des espaces naturels ;
- Le diagnostic Agricole (mars 2017) avec une connaissance de l'activité et une prise en compte dans la définition des zones à urbaniser des impacts sur l'activité agricole ;
- Le diagnostic des milieux Aquatiques (2017 – 2018) avec en perspective la prise de compétence GEMAPI qui pourrait se traduire par la mise en place d'un CTMA (Contrat Territorial des Milieux Aquatiques) . Le CTMA 2015 – 2019 de l'axe Mayenne mis en œuvre par le Conseil Départemental va permettre des actions de restauration de la rivière (partie navigable) ainsi que du Lac de Haute Mayenne.
- Le DAAC (2017) pour pouvoir définir des orientations partagées par tous ainsi que des localisations préférentielles pour le commerce ;
- La mise en place d'une nouvelle desserte et organisation de transport collectif sur Mayenne pour 2018 ;
- Le financement de 5 projets de liaisons douces dans le cadre de l'appel à projets Territoire à Énergie Positive et Croissance Verte.

C. Des enjeux qui n'ont pas été suffisamment pris en compte, sur lesquels il est attendu des améliorations :

- La politique foncière des communes et de l'intercommunalité (habitat, activités)
- La requalification des zones d'activités
- L'aménagement des lotissements avec une offre plus diversifiée des types de logements
- La qualité paysagère, notamment au niveau des entrées de ville, abords des RN.
- L'amélioration de la gestion des eaux pluviales
- La prise en compte des nuisances sonores et qualité de l'air

5. CONCLUSION DE L'ÉVALUATION

Au regard de l'évaluation, une révision du Scot semble nécessaire pour, d'une part, **prendre en compte l'évolution du périmètre de l'EPCI** et, d'autre part, **intégrer les notions de développement durable de la loi Grenelle** (pour rappel, cette échéance est fixée au 31 décembre 2016).

La loi Grenelle stipule également que le Scot est rendu obligatoire pour tous les EPCI, au plus tard le **1^{er} janvier 2017** afin de pouvoir ouvrir de nouvelles zones à l'urbanisation. Les communes non couvertes par un Scot, comme c'est le cas pour les communes de l'ex CCHL, ne pourront plus ouvrir de nouvelles zones à l'urbanisation pour les PLU ainsi que les secteurs non constructibles pour les CC ; et ce jusqu'à l'approbation du Scot.

La présente évaluation confirme la décision prise le 25 février 2016 prévoyant la révision du SCOT existant pour, d'une part, **prendre en compte l'évolution du périmètre de l'EPCI** et, d'autre part, **intégrer les notions de développement durable de la loi Grenelle**.

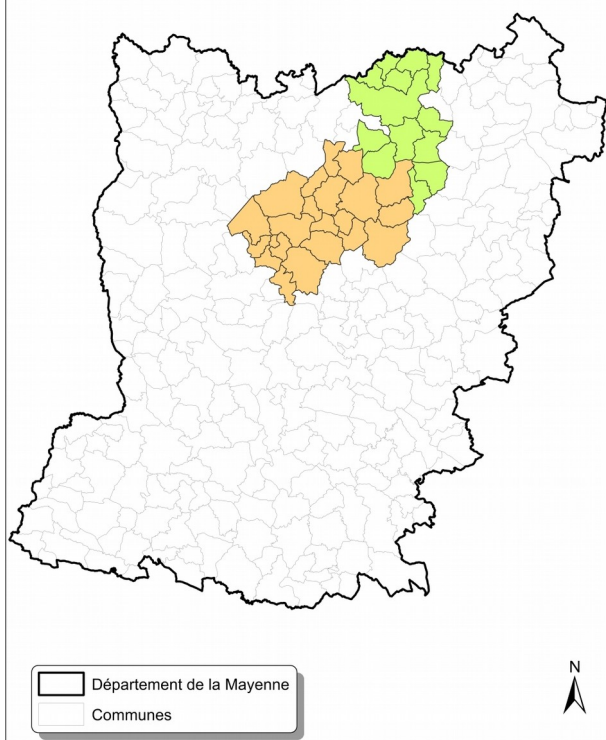
Après 9 années de mise en œuvre, les objectifs de la révision du scot de la CCPM pourraient, notamment, être les suivants :

- rénover son contenu au regard des nouvelles exigences législatives (ENE, ALUR...)
- actualiser le rapport de présentation, en prenant en compte le nouveau périmètre de MC (intégration des 13 communes de l'ex CCHL et de St Georges Buttavent)
- élaborer d'un Document d'Aménagement Artisanal et Commercial (DAAC) pour définir les emplacements préférentiels pour le commerce
- revisiter son PADD ainsi que son DOO, en prenant en compte, entre autres, le projet de territoire mené en 2012 par la CCPM ainsi que les attendus exprimés par les élus de l'ex CCHL en 2014
- poser les bases de l'évaluation et du suivi du SCOT révisé afin de s'assurer d'une évaluation en continu et d'une appropriation par tous (élus, habitants, agents).

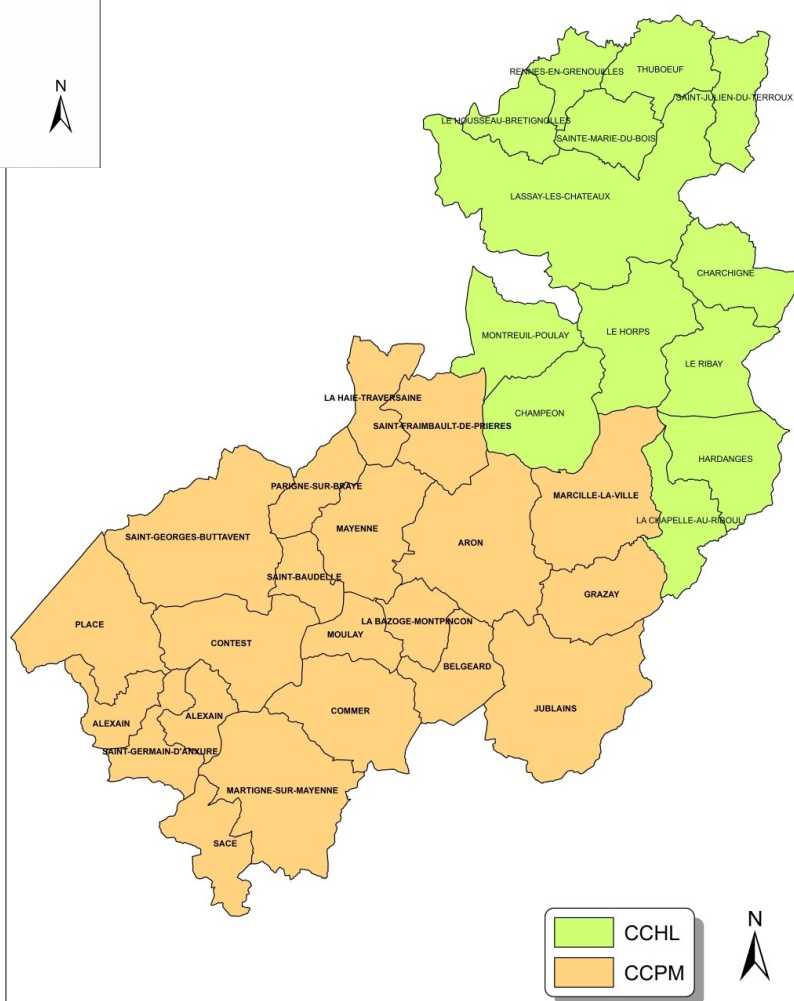
La révision du SCOT est une réelle opportunité pour établir le projet politique de demain pour notre territoire et définir son positionnement et le rôle qu'il entend jouer dans son environnement. A partir d'une connaissance commune de nos atouts et faiblesses, nous pourrons définir nos enjeux et notre projet dans un souci continu de recherche d'un équilibre entre le développement, l'urbanisation et la protection des ressources.

Annexe 1 : Situation Géographique de Mayenne Communauté

Situation géographique de Mayenne Commaunauté



Les communes de Mayenne Communauté



Annexe 2 : La carte des Scot du département de la Mayenne



Documents d'urbanisme intercommunaux Schémas de cohérence territoriale (SCoT)



Sources : DDT 53
Révisé par : DDT 53 M1 / SAU / Planification
Date : avril 2016
051/001/environnement/Doc_urbanisme/gis/scot.qgs

0 10 20 30 km